

# Un «peut mieux faire» pour Charles Michel

Économistes, académiciens et représentants du monde culturel ont des perceptions très divergentes sur l'action du gouvernement Michel.

**M**  
1 AN DU  
GOUVERNEMENT  
MICHEL

JEAN-PAUL BOMBAERTS

**Christian Chéruy**

Avocat fiscaliste chez Loyens & Loeff

**Pascal Delwit**

Politologue à l'ULB

## «La Belgique peine à se positionner»

**C**hristian Chéruy dresse un bilan «mitigé». «Parmi les éléments positifs en termes de politique fiscale, j'épinglerais le tax shelter pour les start-ups et le dispositif visant à encourager le crowdfunding. Par contre, je regrette que l'accent n'ait pas été mis sur la dimension internationale de notre fiscalité. Ce que je peux certes comprendre, depuis le scandale LuxLeaks. Mais en attendant, la Belgique peine à se positionner. Elle devrait exploiter au mieux les régimes fiscaux autorisés par les instances européennes. Or, il n'en est rien. Notre régime holding et la déduction pour brevets ne sont plus compétitifs. Attirer des centres de décision, c'est fini. Les conserver sera dif-

ficile.»  
«Je m'étonne par ailleurs que le gouvernement, qui fait face à un déficit de plus d'un milliard d'euros, ne se précipite pas sur certaines nouvelles recettes potentielles. Je pense à une régularisation fiscale permanente par exemple; le momentum est là, c'est de l'argent facilement gagné et les expériences précédentes ont montré que ça marche bien.

D'autre part, est-ce normal de laisser dormir des milliards logés dans la branche 23, simplement parce qu'il s'agit d'un produit non taxé? Enfin, qu'est-ce qu'on attend pour ramener l'impôt des sociétés à 25%, quitte à revoir l'efficacité de certaines autres déductions?»

**Frédérique Bruggeman**

Managing director Robert Half BeLux

## «Un gouvernement de combat»

**P**ascal Delwit pointe les importantes lignes de fractures qui traversent le gouvernement ainsi qu'un certain amateurisme sur les chiffres. «Si l'avènement d'un gouvernement de centre-droite était l'une des possibilités envisagées avant le scrutin de mai 2014, peu de gens avaient imaginé une coalition aussi droitière et si déséquilibrée au plan linguistique.»

«Assez logiquement, les grands axes de la première année de l'exécutif fédéral correspondent aux grandes orientations socio-économiques des partis qui le portent: saut d'index, allongement de l'âge légal de la pension, économies dans la sécurité sociale...»

«Pour ce faire, et d'une manière inédite, le gouvernement n'a pas hésité à engager un bras de fer rude

avec les trois organisations syndicales, bras de fer qui ne l'a pas outre mesure ébranlé.»

«Mais cette posture de combat, on l'a aussi retrouvée, dans une perspective rarement aussi nette, à l'intérieur de la coalition.

Les rapports entre le CD & V et la N-VA sont exécrables. Et à certains égards, ils ne le sont pas moins entre l'OpenVLD et le CD & V. Avec une très large imprécision sur les chiffres, qui a souvent confiné à l'amateurisme, c'est là sans doute le talon d'Achille du gouvernement Michel pour la suite.»

**Jean Hermesse**

Secrétaire général des Mutualités chrétiennes

## «L'intention y est, les résultats pas encore»

**R**obert Half BeLux étant spécialisée dans le recrutement de profils financiers, Frédérique Bruggeman suit de près les initiatives du gouvernement en matière d'emploi.

«La mise en œuvre d'une politique de croissance est au centre de l'accord de gouvernement, dans le but de renforcer notre capacité concurrentielle et de créer de la sorte des emplois supplémentaires. Or les chiffres d'Eurostat montrent une diminution des emplois créés alors que les statistiques de la Banque nationale indiquent une augmentation. Il n'est donc pas possible pour l'instant de tirer ou d'étayer des conclusions fermes en matière d'em-

ploi. L'introduction du tax shift et la réduction des charges salariales qui doit en découler en sont la principale

illustration. L'intention y est, mais il faut attendre de voir quel sera l'impact concret. L'économie reprend et il y a davantage d'emplois disponibles. La demande de profils spécialisés est plus importante que l'offre et de nombreuses entreprises éprouvent des difficultés à trouver des candidats qualifiés. D'après notre enquête, trouver des professionnels qualifiés est un véritable défi pour 79% des directeurs RH en Belgique. L'encadrement des candidats pour les guider vers des professions sensibles et l'accompagnement de carrière doivent donc devenir les mots clés.»

## «On se dirige vers une société plus dure»

**J**ean Hermesse déplore le fait que le secteur de la santé ait été particulièrement visé par les économies budgétaires.

«Les mesures prises par le gouvernement entament la sécurité sociale sous beaucoup d'aspects. On sait que l'état de santé de la population dépend en grande partie de déterminants sociaux. Or on assiste à une aggravation des inégalités et à une réduction de la cohésion sociale. Tout cela mine la confiance de la population par rapport à l'avenir. On se dirige vers une société plus dure, plus compétitive, orientée vers la méritocratie. Prenez les fins de carrière. Au lieu d'aménager les fins de carrière, on les rend plus difficiles. Résultat: le

nombre d'invalides explose.»

«Nous regrettons également que le gouvernement ne fasse pas davantage

confiance à la société civile organisée. Nous sommes pourtant conscients des enjeux. Nous savons que le contexte économique est difficile et que les moyens financiers sont limités. C'est dommage de nous considérer comme des gens qui font de l'opposition et qui coûtent cher à la société.»

«Avec la sixième réforme de l'État, l'environnement institutionnel s'est fortement complexifié. Les Régions et Communautés ont reçu des nouvelles compétences mais pas nécessairement les moyens qui vont avec. Je plaide pour davantage de concertation entre le Fédéral et les entités fédérées.»

**Paul Dujardin**

Directeur général de BOZAR

## «Une volonté d'engagement envers la culture»

**P**aul Dujardin est un acteur majeur sur l'échiquier culturel de la Belgique. Les premiers mois de la législature avaient révélé un schisme profond entre le monde culturel d'une part et le nouvel environnement politique du 16 rue de la Loi. C'est en Flandre que les tensions ont été les plus vives. Les propos de Bart De Wever sur la dépendance du secteur culturel par rapport aux subsides avaient créé pas mal de remous, en particulier au théâtre flamand à Bruxelles (KVS). Aujourd'hui, Paul Dujardin joue

résolument la carte de l'apaisement. «La relation avec le gouvernement Michel, ses différents ministres et, en particulier, notre ministre de tutelle, Didier Reynders, traduit une volonté d'engagement de la part du Fé-

déral envers nos institutions culturelles fédérales, cela malgré la crise qui nous frappe tous», explique-t-il.

«Je suis ravi que le gouvernement reconnaisse la valeur ajoutée d'organisations comme BOZAR, notamment pour renforcer le dialogue culturel tant au niveau national qu'euro-péen et international.

Il est essentiel de ne pas oublier le rôle fondamental de nos artistes, de Stromae à Luc Tuymans, à la fois en Belgique et à l'étranger pour forger une image positive de notre pays, de ses valeurs et de sa richesse culturelle.»

**Philippe Vandooren**  
Patron de PME à Louvain-la-Neuve

## «Le statu quo en attendant des jours meilleurs»

**P**hilippe Vandooren jette un regard quelque peu désabusé sur l'action du gouvernement fédéral, qu'il juge assez frileuse. *«Le changement est imperceptible. L'immobilisme règne dans la pratique. Les contraintes budgétaires et idéologiques forcent à l'immobilisme. On ne distingue pas de lignes de force. Faire des économies, c'est le statu quo en attendant des jours meilleurs.»*

*«On fait comme les autres, c'est la solution 'no risk'. On espérait plus de créativité, plus d'idées, plus de projets. On aurait aimé que les entrepre-*

*neurs soient au centre des préoccupations du gouvernement puisqu'ils sont le cœur des emplois et du déve-*

*loppement du pays.»*

Par rapport au fameux tax shift, Philippe Vandooren aurait aimé

une réforme plus ambitieuse avec un impact plus palpable, non seulement pour les patrons, mais aussi pour les travailleurs. *«Transférer les charges qui pèsent sur le travail vers des taxes alternatives, démonter les mécanismes d'évasion fiscale devaient rendre au moteur économique du pays un juste retour. Par effet ricochet, on espérait un impact sur la qualité de vie de tous les travailleurs.»*

*Car ceux-ci apportent leur compétence pour proposer cette valeur ajoutée si importante pour la compétitivité des entreprises.»*

**Philippe Defeyt**  
Economiste

## «On organise l'envoi massif de gens vers les CPAS»

**D**irecteur de l'Institut pour un Développement Durable (IDD) et président du CPAS de Namur, Philippe Defeyt ne mâche pas ses mots à l'égard du gouvernement à qui il adresse trois critiques.

*«Primo, leur stratégie budgétaire ne marche pas, parce qu'ils ne tiennent pas compte des effets retour lorsqu'ils prennent des mesures d'assainissement. Or c'est la base en économie. Le résultat, c'est qu'on va passer la législature à prendre des mesures d'assainissement suivies d'autres mesures d'assainissement*

© BELGA

*pour compenser les effets retour dont on n'avait pas tenu compte. Prenez le tax shift: il comprend des baisses de*

*cotisations patronales. Fort bien, mais comment va-t-on compenser les trous que l'on crée ainsi dans les*

*recettes de la sécurité sociale?»*

*«Secundo, avec tout ce qui a été décidé par rapport aux allocataires sociaux, on est en train d'organiser l'envoi massif de ces gens-là vers les CPAS. Le phénomène ne fera que s'accroître dans les prochaines années.»*

*«Tertio enfin, je ne vois toujours pas bien où le gouvernement veut en venir en matière d'emploi et de fin de carrière. Qu'est-ce qu'il veut? Aider les bas salaires? Favoriser certains secteurs en particulier? Ou est-ce que son ambition se limite à diminuer les charges de manière linéaire?»*

**Philippe Ledent**  
Economiste chez ING

## «La direction donnée est plus claire»

**P**hilippe Ledent dresse un bilan plutôt positif. *«Les douze mois écoulés ont montré un gouvernement finalement plutôt stable, du moins par rapport à ce que certains prédisaient. Or, c'est un élément auquel les investisseurs extérieurs, qu'ils soient acheteurs de dette belge ou investisseurs privés, sont sensibles. La promesse de mettre le communautaire au frigo pour se concentrer sur les dossiers socio-économiques est jusqu'à présent tenue. Le gouvernement a eu le mérite de lancer différents chantiers dans des domaines très importants pour le futur de l'économie belge: pension et vieillissement, compétitivité, fiscalité. Par ailleurs, ne s'agissant pas d'une large co-*

*alition gauche-droite, les solutions proposées sont plus clairement orientées par rapport au saupoudrage des*

*dernières années. Cela fait forcément plus de mécontents, mais la direction donnée a le mérite d'être plus claire. À ce titre, on peut par contre regretter que les réformes ne soient pas menées plus en profondeur.*

*Alors qu'on aurait pu s'attendre à de vraies révolutions en matière économique et sociale, on assiste plutôt à des évolutions qui, paradoxalement, sont déjà perçues comme des révolutions et/ou des attaques d'envergure. D'où la nécessité d'un travail de communication pour susciter davantage de confiance et assurer plus de cohésion.»*